

## PARTIE II : L'INTERVENTION DE L'ETAT

### 1- L'INSUFFISANCE DE LA REGULATION PAR LE MARCHE

#### TRAVAUX DIRIGES

#### **EXERCICE 1:**

##### **DOCUMENT 1: L'investissement baisse, la croissance cale !**

Le gouvernement semble avoir décidé de lever le pied sur les dépenses d'investissement. Après un gel de 15 MMDH des dépenses de l'investissement au titre de l'exercice en cours et une enveloppe dédiée à ce chapitre en baisse de 16% à 49,5 MMDH, l'Exécutif enfonce le clou avec une nouvelle décision.

Une différence de taille, sachant que les dépenses d'investissements ont été en trend haussier ces dernières années. En effet, elles sont passées de 4,1% du PIB en 2006 à 7,1% du PIB en 2012, contre une moyenne de 4,5% entre 2000 et 2005.

Il faut dire que le gouvernement n'a pas vraiment le choix. Avec un déficit budgétaire qui n'a pas arrêté de grimper ces dernières années et un compte courant de la balance des paiements qui bat de l'aile, il était attendu que le gouvernement fasse des choix difficiles. D'ailleurs, à l'exception des dépenses de personnel (en hausse de 5,8% à 103,7 MMDH), toutes les autres rubriques «dépenses» du Budget général connaissent au mieux une stagnation, au pire une baisse. Pour faire face à cette situation, le gouvernement avait trois options, pas une de plus: lever le pied sur les subventions des prix à la consommation, ce qui a déjà commencé avec la politique de l'indexation partielle des tarifs des produits pétroliers, élargir l'assiette fiscale ou augmenter les impôts pour stimuler les recettes ou, enfin, baisser le budget d'investissement. Preuve que la situation est plutôt grave, le gouvernement semble opter pour une combinaison des trois options en mettant le paquet sur les dépenses d'investissement.

Au fond, les décisions prises interrogent le modèle de croissance adopté jusque-là et qui, de l'aveu de plusieurs organismes (le HCP en tête), a montré ses limites. L'économie du royaume serait dans un schéma basé sur une demande intérieure dopée par les investissements publics et le soutien des prix de la consommation finale (des ménages et administrations publiques). Crise économique oblige, en particulier dans la zone euro, le modèle n'est plus soutenable, ***d'autant plus que les déficits jumeaux ont explosé de manière inquiétante.***

[www.jeseco.ma](http://www.jeseco.ma), publié le 07-11-2013

##### **DOCUMENT 2: Evolution de certaines données budgétaires (2011-2014)**

En millions de DH	2011	2012	2013	2014	Variation 2014/2013 en %
Dépenses de fonctionnement	151 994	187 840	199 260	199 353	----
Dépenses de la dette	35 534	42 743	39 269	57 331	46,0
Dépenses d'investissement	53 859	59 133	58 905	49 502	- 16,0
<b>Solde ordinaire (épargne publique)</b>	<b>+ 2 097</b>	<b>-17 822</b>	<b>-24 043</b>	<b>-27 087</b>	<b><u>12,7</u></b>
<b>Solde budgétaire</b>	<b>- 15 864</b>	<b>-33 753</b>	<b>-13 929</b>	<b>-43 855</b>	214,8

*Lois des finances, 2011 à 2014, [www.finances.gov.ma](http://www.finances.gov.ma)*

##### **DOCUMENT 3: La décompensation, instrument de la croissance économique**

L'annonce de la hausse inéluctable du prix de l'essence super, qui sera induite dès le 1er février prochain par la décompensation décidée par le Chef du gouvernement, doit être appréciée dans la continuité de la décision de l'Etat de se désengager progressivement de son action de compensation économique des prix d'un certain nombre de produits, qu'ils soient pétroliers ou dits de première nécessité. Et chacun sait que pour la plupart, ils dépendent de la fixation des prix sur les marchés internationaux...

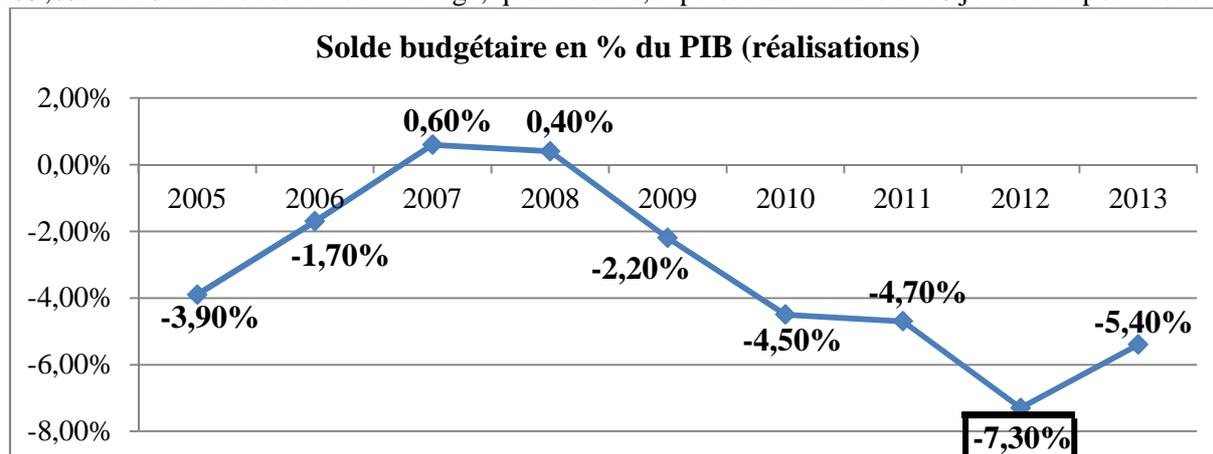
La suppression progressive de cette dernière contribuerait donc substantiellement à réduire le déficit budgétaire de 2/3 de son montant actuel. De même, une suppression progressive des milliards qui sont consacrés à cette action de soutien du pouvoir d'achat permettrait d'augmenter les budgets d'investissements qui, à fin novembre 2013, ont été financés à hauteur de 42 milliards de dirhams. Et, s'ils devaient être augmentés, ils serviraient à soutenir l'économie nationale, laquelle de ce fait pourrait jouer sur le long terme le même rôle que la compensation, en créant des emplois.

*La nouvelle Tribune, Edition du 22-01-2014*

**DOCUMENT 4 : Finances publiques, Amélioration du déficit budgétaire à 5,4% en 2013**

Le déficit budgétaire a atteint 5,4% en 2013 contre 7,3% une année auparavant, selon les données provisoires du ministère de l'Économie et des finances. Les dépenses ordinaires ont baissé de 3,1%, en raison de la réduction des charges de la compensation et une rationalisation des autres dépenses de fonctionnement. Le taux de réalisation des dépenses a atteint plus de 99,5%. Toutefois, les recettes fiscales ont enregistré une diminution de 1,6% attribuable au recul des recettes de l'IS, note le ministère tout en rappelant le bon comportement des recettes non fiscales.

Ces dernières ont connu une amélioration grâce principalement aux produits des établissements publics et à la mobilisation des dons auprès des pays du Conseil de coopération du Golfe. Les recettes ont été réalisées à hauteur de **97,2%**. Ainsi, le solde ordinaire s'améliore d'environ 9,6 milliards de DH, mais demeure négatif à -4,4 milliards de DH. Pour sa part, l'encours de la dette du Trésor a affiché une augmentation pour se situer à 62,5% du PIB contre 59,6% en 2012. Les réserves de change, quant à elles, représentent 4 mois et 10 jours d'importations.



[www.lematin.ma](http://www.lematin.ma), Publié le 24-01-2014 et [www.finances.gov.ma](http://www.finances.gov.ma)

**DOCUMENT 5: Liquidité et mise en œuvre de la politique monétaire**

Durant le 4<sup>ème</sup> trimestre de l'année 2013, le creusement du déficit de liquidité bancaire s'est poursuivi, atteignant 78,1 milliards de dirhams, en hausse de 4,1 milliards de dirhams par rapport au trimestre précédent, sous l'effet restrictif conjugué de l'ensemble des facteurs autonomes. En effet, les opérations du Trésor (hors interventions sur le marché monétaire) ont été à l'origine d'une ponction de liquidité de 3 milliards de dirhams du fait de la différence entre d'une part, les souscriptions bancaires aux adjudications des bons du Trésor (29,7 milliards de dirhams)...

Enfin, les opérations sur avoirs extérieurs ont eu une incidence négative de 500 millions de dirhams sur la liquidité : les achats de devises par les banques commerciales se sont élevés à 4,6 milliards de dirhams alors que les cessions de billets de banque étrangers ont atteint 4,1 milliards de dirhams.

En vue de combler le déficit de liquidité des banques, Bank Al-Maghrib est intervenue majoritairement au moyen des avances à 7 jours pour un montant quotidien moyen de 57,8 milliards de dirhams, en hausse de 8,3 milliards de dirhams par rapport au niveau moyen injecté le trimestre précédent.

Le Conseil de Bank Al-Maghrib a maintenu inchangé le taux directeur à 3%. Cette décision s'explique par le comportement des principaux indicateurs macroéconomiques observés et anticipés au Maroc et ailleurs. Le Conseil n'a pas omis d'analyser les répercussions du système d'indexation des prix de certains produits pétroliers et des mesures d'accompagnement annoncées. Il a aussi pris note des projections d'inflation qui font ressortir un taux de 2,2% en 2013, 1,7% en 2014, 1,5% au terme du quatrième trimestre 2014, soit 1,8% en moyenne sur cet horizon.

**Rapport sur la politique monétaire n°29/2013, [www.finances.gov.ma](http://www.finances.gov.ma) et [lematin.ma](http://lematin.ma), Edition du 24-09-2013**

**DOCUMENT 6: Masse monétaire, progression de 3,7% de l'agrégat M3**

L'agrégat M3 de la masse monétaire a enregistré, en glissement annuel, une progression de 3,7% en janvier 2014, contre 2,8% en décembre 2013, suite notamment à une décélération de 3,5% à 3,3% du rythme d'accroissement du crédit bancaire, indique Bank Al-Maghrib (BAM).

Cette évolution est attribuable également à un ralentissement de 18,8% à 10,6% du rythme d'augmentation des créances nettes sur l'Administration centrale et à une amélioration de 3,8% à 4,4% de celui des réserves internationales nettes, explique BAM dans une note relative aux indicateurs clés des statistiques monétaires pour le mois de janvier.

Le ralentissement du crédit bancaire s'explique principalement par une légère atténuation de la baisse des prêts de trésorerie à 4,9% après 6% et une accélération du rythme de progression des crédits immobiliers de 4,7% à 5,1%.

Par composante, l'amélioration du rythme de progression de M3 s'explique d'une part, par l'accélération de 3,2% à 4,3% des dépôts à vue auprès des banques en janvier 2014 et d'autre part par la décélération de 4,5% à 1% des dépôts à terme...

[www.lematin.ma](http://www.lematin.ma), Edition du 28-02-2014

**TRAVAIL A FAIRE :**

**1) À partir du document 1 :**

- a) Pour chaque décision prise par le gouvernement pour réduire le déficit budgétaire, présentez les conséquences éventuelles sur le budget de l'Etat et sur l'économie marocaine.
- b) Relevez un exemple de dépenses ordinaires avec illustration chiffrée.
- c) Expliquez le passage souligné.

**2) En vous référant au document 2:**

- a) Lisez le chiffre souligné;
- b) Déduire et commentez deux caractéristiques du budget générale de l'Etat;
- c) Comparez l'évolution des dépenses d'investissement par rapport à celle du solde ordinaire entre 2011 et 2014.

**3) En vous aidant du document 3, expliquez comment la décompensation peut-elle être en faveur de la croissance économique?**

**4) En vous référant au document 4 :**

- a) Lisez le pourcentage encadré et le chiffre souligné;
- b) Expliquez l'évolution du déficit budgétaire en 2013;
- c) Déduire la nature de la politique budgétaire menée par le gouvernement. Justifiez

**5) Sur la base du document 5:**

- a) Caractérisez le contexte d'intervention de Bank Al-Maghrib sur le marché monétaire;
- b) Relevez deux instruments de la politique monétaire;
- c) Déduire un objectif intermédiaire, un objectif final et la nature de la politique monétaire.

**6) A l'aide du document 6:**

- a) Relevez une contrepartie de la masse monétaire;
- b) Présentez les causes de la baisse continue du rythme du taux de croissance de la masse monétaire.
- c) En déduisez une conséquence sur le marché monétaire.

**7) Synthèse**

Depuis 2009, le déficit budgétaire ne cesse de s'aggraver pour atteindre 7,3 % du PIB en 2012.

Après avoir expliqué les causes de déficit structurel du budget de l'Etat, discutez les décisions prises par l'Etat dans les lois des finances 2013 et 2014 pour le réduire. (Exploitez les documents ci-dessus, les réponses aux questions précédentes et les connaissances acquises). Présentez votre réponse sous forme d'un développement structuré (introduction, développement et conclusion)

**EXERCICE 2:****DOCUMENT N° 1 : Conseil de Bank Al-Maghrib, la réserve monétaire réduite à 2%**

Bank Al-Maghrib récidive en réduisant le taux de la réserve monétaire de 2 points, pour le ramener à 2%. Cette décision qui intervient suite au conseil de la Banque centrale, tenu le 25 mars à Rabat, est justifiée par «la persistance de besoins importants de liquidité sur le marché monétaire». La dernière réduction de ce taux, également de 2 points, remonte à septembre 2012. Selon la Banque centrale, la valeur moyenne des réserves obligatoires observée en 2013 s'élevait à 16 milliards de dirhams.

Autre décision, le conseil de BAM d'hier a maintenu inchangé le taux directeur à 3%, «dans un contexte caractérisé par une prévision centrale de l'inflation en ligne avec l'objectif de stabilité des prix à moyen terme et une balance des risques globalement équilibrée».

Comme prévu, mercredi 29 janvier, la Réserve fédérale américaine (Fed) a décidé de poursuivre le resserrement de sa politique monétaire. Puisque la croissance américaine s'est «*accélérée ces derniers trimestres*», la Fed a donc annoncé qu'elle réduisait de 10 milliards de dollars ses achats d'actifs mensuels, les portant de 75 à 65 milliards.

Depuis 2012, la banque centrale américaine achetait tous les mois pour près 85 milliards de dollars (62 milliards d'euros) d'obligations souveraines américaines et de crédits hypothécaires titrisés sur les marchés. Et cela, dans le but de soutenir la reprise. Après l'avoir envisagé au printemps 2013, M. Bernanke avait finalement annoncé une première réduction de ces achats de 85 à 75 milliards de dollars par mois en décembre.

Le président de l'institution, Ben Bernanke, a par ailleurs décidé, mercredi, de laisser le taux directeur inchangé, à 0,25%.

[www.lematin.ma](http://www.lematin.ma), Publié le 25 Mai 2014 et [www.lemonde.fr](http://www.lemonde.fr), Publié le 29 Janvier 2014

**DOCUMENT N°2: Décompensation : Le CMC (Centre Marocain de la Conjoncture) tâte le pouls des industriels**

La décompensation ne profite qu'à l'Etat et a des effets négatifs sur les ménages. Aussi, cette mesure n'est-elle pas exempte d'incidences sur les prix, la productivité et, partant, la compétitivité. La décision a été prise de manière unilatérale.

Depuis que le système de décompensation des produits énergétiques a été adopté, les commentaires fusent de partout. Si les consommateurs expriment leur ras-le-bol à cause d'une érosion progressive d'un pouvoir d'achat déjà laminé par d'autres hausses, les économistes, à leur tour, à des degrés différents, estiment que la décompensation ne fait que colmater les brèches d'un problème qui n'a que trop duré. Face à la détérioration continue des finances publiques, le gouvernement a décidé d'instaurer la décompensation pour réduire un tant soit peu le déficit budgétaire. A priori, le fuel utilisé à vocation industrielle serait complètement décompensé au titre de l'année 2014. Une mesure qui viserait à alléger la pression sur la Caisse de compensation, dans une approche très progressive.

La question qui se pose d'emblée : quel sera le sort des industries qui seraient impactées par cette décision ? Les dernières données de la Trésorerie générale du royaume (TGR), couvrant le premier trimestre 2014, font état d'un déficit ordinaire de 2 milliards de DH au lieu de 11,4 milliards à la même période de 2013, et d'un déficit global de 15,4 milliards de DH au lieu de 22,5 milliards un an auparavant. Les déficits aussi bien ordinaire que global ont bel et bien reculé, et de façon significative.

[www.financenews.press.ma](http://www.financenews.press.ma), Edition du 25-04-2014 et [www.lavieeco.com](http://www.lavieeco.com), Edition du 06-05-2014

**DOCUMENT N°3: Loi de finances 2014 : place à la rigueur...**

Même si le mot, ces derniers temps, comporte une charge négative, tant il est assimilé ipso facto à une austérité qui ne dit pas son nom, la rigueur paraît être le trait caractéristique du projet de Loi de finances 2014, que le gouvernement vient de soumettre à l'examen des parlementaires. Mais en ces temps où tous les clignotants virent au rouge, pouvait-il en être autrement? Avec la nécessité, désormais impérieuse, de rétablir les équilibres macroéconomiques (à moins d'accepter de s'endetter jusqu'au cou !), il était au minimum attendu que l'Exécutif fût plus regardant sur la dépense et plus soucieux d'améliorer la recette. Et au moins jusqu'à la fin de cette législature, il paraît difficile (ce n'est pas un souhait, c'est une hypothèse) de revenir aux politiques expansionnistes qui furent la marque de fabrique des gouvernements précédents, en particulier de celui de Abbas Al Fassi.

**Evolution des dépenses publiques 2013-2014**

En millions de DH	Loi de finances 2013	Loi de finances 2014	Evolution en %
Dépenses de fonctionnement	199 260	199 353	---
Dépenses de personnel	98 000	103 700	+ 5,8
Dépenses de matériel et dépenses diverses	30 184	30 959	+ 2,7
Charges communes	68 410	62 028	- 9,5
Dépenses d'investissement	58 905	49 502	- 16,0
<b>Excédent des charges sur les ressources</b>	<b>12 290</b>	<b>32 024</b>	<b>+ 160,6</b>

[www.lavieeco.com](http://www.lavieeco.com), Edition du 28-10-13 et Lois de finances 2013 et 2014

1) Précisez le type du marché selon l'objet (**document 1**).

2) En vous référant au **document 1**, reproduisez et complétez le tableau-ci-dessous

Banque centrale	Instruments de la politique monétaire	Manipulation de l'instrument ou action	Objectif intermédiaire
Bank Al-Maghrib			
FED (banque centrale américaine)			

3) En vous aidant du **document 2**:

- a) Expliquez le système de décompensation.
- b) Déduire ses effets sur:
  - b1) le budget de l'Etat;
  - b2) l'économie nationale.

4) En vous référant au **document 3**:

- a) Expliquez le titre du document en utilisant les chiffres du tableau;
- b) Lisez le chiffre en gras souligné.